

La situation économique au Québec en 2004

Valérie Barrette et Henri-Claude Joseph
Direction des statistiques économiques et sociales

INTRODUCTION

Chaque année, au début de juillet, avec la livraison des données des Comptes économiques du Québec relatives au premier trimestre, se trouvent publiées également les premières révisions apportées aux données trimestrielles et annuelles des quatre années précédentes, en l'occurrence les années 2001 à 2004 inclusivement. Le présent texte réexamine, à la lumière de ces nouvelles données, la situation économique du Québec en **2004**, d'abord par rapport à l'année 2003 et, souvent, par rapport aux années antérieures, de façon à mieux cerner l'évolution tendancielle des principaux agrégats du produit intérieur brut (PIB) du Québec, aussi bien sous l'angle des revenus et des dépenses que dans l'optique de la valeur ajoutée émanant des secteurs industriels producteurs de biens et de services.

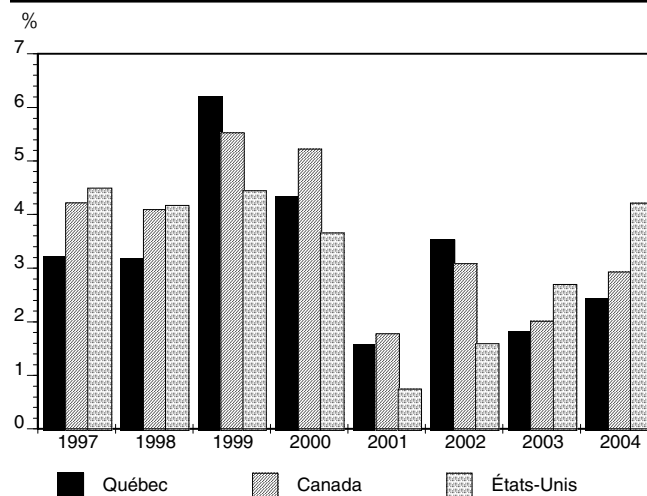
Dans le même esprit, le texte offre un aperçu des PIB régionaux, qui constituent d'ailleurs une nouveauté parmi les produits de l'ISQ et enrichissent l'outillage d'appréhension de la dynamique régionale, encore qu'ils soient de nature expérimentale, exprimés en valeur nominale et publiés jusque-là seulement pour la courte période 1997-2000. Néanmoins, cet aperçu régional distingue les 17 régions administratives en régions ressources et régions centrales. De plus, il se charge de les départager, certes encore sur la base de leur PIB à la fois général et respectif, mais aussi de deux autres manières : d'une part, en relativisant ce PIB en fonction de la taille démographique et de la quantité de main-d'œuvre employée et, d'autre part, en analysant les écarts de variation de ces paramètres régionaux entre eux et en regard de la moyenne québécoise, mais sans jamais oublier l'incidence de l'élément navettage dans certaines régions (voir figures à la fin du texte).

Par ailleurs, après avoir passé rapidement en revue quelques variables d'importance relatives au marché du travail, au revenu et aux exportations québécoises, le texte conclut en jetant un regard sur la tendance anticipée de l'économie du Québec en 2005.

I. LA PRODUCTION QUÉBÉCOISE À LA LUMIÈRE DES COMPTES ÉCONOMIQUES

Même si l'on est encore loin de la période prospère de la fin des années 1990 durant lesquelles le produit intérieur brut (PIB) réel aux prix du marché progressait de plus de 3 % annuellement, avec des pointes de 5,9 % en 1999 et de 4,7 % en 2000, l'économie québécoise se requinque en **2004** après une année 2003 plutôt poussive. Tandis qu'en 2003, la production québécoise n'augmentait que de 1,8 %, c'est-à-dire à peine à la moitié du rythme de croissance de 2002, elle accélère en 2004 et atteint 236,3 milliards de dollars constants, soit un accroissement de 2,4 % qui, comme en 2003, reste inférieur à ceux de 2,9 % au Canada et de 4,2 % aux États-Unis.

Figure 1
PIB réel, Québec, Canada, États-Unis : variations



Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada.
Bureau of Economic Analysis.

Durant cette période, la différence entre les taux de croissance québécois et canadien demeure défavorable au Québec et va de - 1,1 point de pourcentage en 1995 à - 0,2 point en 2001 et en 2003, les seules exceptions étant les années 1999 (+ 0,7 point) et 2002 (+ 0,4 point).

A. Une reprise portée à bout de bras par la seule demande interne

Toute la croissance économique au Québec en 2004 tient de la seule vigueur de la demande intérieure totale, particulièrement de la demande finale que vient renforcer une accumulation de stocks relativement importante. Ainsi, depuis son ralentissement en 2001 (+ 2,6 %), la demande finale va s'accéléralant, progressant de 3,7 % en 2002 et de 3,9 % en 2003, de sorte que, de 212,1 milliards en 2001, elle passe à 238,7 milliards en 2004, soit une poussée de 4,4 %, la plus rapide depuis 1987 et qui représente au-delà de 1,5 fois le taux de croissance du PIB (+ 2,4 %). De même, après deux années négatives de déstockage consécutives, l'investissement en stocks recommence à contribuer significativement à la croissance économique durant l'année 2003, au cours de laquelle les stocks se trouvent reconstitués à hauteur de près de trois quarts de milliards de dollars (précisément 736 millions). En 2004, le cumul des stocks s'élève davantage, soit à 1,399 milliard, doublant presque le montant estimé en 2003 mais, en même temps, s'amoin-drit sa contribution à la progression économique générale. Par suite, la demande totale, affectée par un taux déprimé en 2001 (+ 0,8 %), se ressaisit nettement en quintuplant ce taux en 2002 (+ 3,9 %) et un peu plus en 2003 (+ 4,4 %), de sorte que, de 211,4 milliards en 2001, elle se trouve à 229,3 milliards en 2003 et à 240,1 milliards en 2004, c'est-à-dire un bond de 4,7 %, le plus élevé depuis 1999 et, surtout, le double de la variation du PIB. En bref, quoique laminé une troisième année d'affilée par le solde négatif du commerce extérieur, le PIB de l'année 2004 parvient à se relever de la faiblesse enregistrée en 2003, grâce à la robustesse exceptionnelle de la demande finale dont l'apport de 10,1 milliards explique, à lui seul, pour ainsi dire 95 % de la hausse de 10,8 milliards de la demande totale, d'où origine la progression de 5,6 milliards de l'économie québécoise.

A.1 La consommation de biens et de services : premier moteur de la demande finale

A.1.1 Les dépenses personnelles

En tête de liste des composantes du secteur de la consommation, **les dépenses personnelles en biens et en services de consommation**, qui contribuent pour 4,6 milliards à la hausse du PIB en 2004, s'accroissent de 3,3 %, alimentées beaucoup plus par l'accroissement des dépenses en services (+ 3,8 %) que par celui des dépenses en biens (+ 2,9 %), tout comme durant l'année 2003 au cours de laquelle l'augmentation des dépenses en services (+ 4,0 %) dépasse celle des dépenses en biens (+ 3,6 %). Compte tenu du dynamisme du marché de l'habitation qui continue à

montrer des résultats fort positifs, les dépenses en biens semi-durables s'élèvent de 3,8 % en 2003 et de 5,4 % en 2004, mais les dépenses en biens durables ralentissent à 4,9 % et à 3,4 %, et celles en biens non durables, à 1,7 % en 2004, après avoir monté de 2,7 % en 2003. De façon encore plus détaillée, par ordre d'importance, se trouvent **les dépenses en loyers bruts, en combustible et en énergie** dont la hausse de 3,4 % en 2004 résulte surtout de l'augmentation des loyers imputés (+ 5,2 %) et versés (+ 2,3 %), avant la consommation d'électricité (+ 1,6 %) et de gaz naturel (+ 1,2 %). Au deuxième rang de la liste des dépenses personnelles se situent **les achats de biens et de services personnels** (+ 2,7 %), notamment ceux de soins personnels (+ 5,2 %) et de services financiers et juridiques (+ 4,5 %); même les dépenses en restauration et en services d'hébergement reprennent en 2004, quoique faiblement (+ 0,4%), après avoir baissé en 2003 (- 0,6 %). Au troisième rang viennent **les dépenses en transports et en communications**, pourtant au ralenti en 2003 (+ 1,5 %) et, surtout, en 2004 (+ 0,2 %) à cause des seules composantes liées aux « Transports », sauf deux exceptions : la composante « Autres services liés à l'automobile » dont les dépenses doublent en 2004 (+ 3,7 %) et la composante « Frais d'utilisation des services de transport » qui remonte en 2004 (+ 3,5 %). Quant aux autres composantes, on observe une décélération du côté des communications (+ 2,7 %) ainsi que des pièces et des réparations de véhicules automobiles (+ 2,3 %), tandis que régressent en 2004 les dépenses en véhicules automobiles neufs et usagés (- 1,3 %), ainsi que les carburants et les lubrifiants (- 2,2 %). Pour leur part, dans le sillage de l'affaiblissement des achats dans l'important sous-groupe des aliments et des boissons non alcoolisées en 2004 (+ 1,0 %), **les dépenses en aliments, en boissons et en produits du tabac** ne varient que de 1,1 % en 2004, après une accélération notable en 2003 (+ 1,9 %). Par contre, les achats en magasin de boissons alcoolisées continuent à monter, une huitième année d'affilée et en accéléré en 2003 (+ 4,1 %) et en 2004 (+ 4,5 %), tandis que les achats de produits du tabac comptent six années négatives (- 3,4 % en 2004 et - 4,2 % en 2003). De leur côté, **les dépenses en loisirs, en divertissement, en formation et en culture** maintiennent leur progression rapide (+ 5,2 % en 2004), particulièrement quant au matériel de loisirs, de sport et de camping (+ 8,8 %), aux fournitures de lecture et de divertissement (+ 4,4 %) et aux services liés à la formation et à la culture (+ 6,2 %), tandis que les achats de services de loisirs, en hausse de 2,0 % en 2003, ne bougent que de 0,6 % en 2004.

Pour ce qui est **des dépenses en meubles, en équipement ménager et d'entretien**, depuis leur passage à vide en 1995 et en 1996, elles se maintiennent à la hausse (+ 5,1 % en 2004), surtout au rayon des appareils ménagers (+ 8,7 %), des articles d'ameublement semi-durables (+ 6,1 %), de même que des produits ménagers non durables (+ 5,6 %), tandis que les achats de meubles, de tapis et d'autres revêtements de sol ne s'accroissent que faiblement en 2004 (+ 3,3 %), tout comme les dépenses en services domestiques et de garde d'enfants (+ 0,4 %). Enfin, deux

groupes de biens ferment la liste des dépenses personnelles, et leur consommation augmente avec accélération, tant en 2003 qu'en 2004, et ce, même à l'échelle des sous-groupes. Ainsi, le groupe **des vêtements et des chaussures** affiche une croissance des dépenses de 5,5 % en 2004, porté par le sous-groupe des vêtements pour les femmes, les filles et les enfants (+ 6,6 %), celui des vêtements pour les hommes et les garçons (+ 4,3 %), ainsi que celui des chaussures (+ 3,6 %). Dans le même élan, le groupe des **soins médicaux et des services de santé** montre une progression de 6,4 % en 2004, sous l'impulsion des sous-groupes de médicaments et d'articles de pharmacie (+ 9,0 %), de soins médicaux (+ 7,6 %) et de soins hospitaliers (+ 7,0 %), tandis que les dépenses d'assurance contre les accidents et la maladie diminuent de 1,9 % en 2004, après 12 années positives.

A.1.2 Les dépenses publiques

Quant à l'autre pilier (26 % environ) des dépenses **totales** en biens et en services, à savoir **les dépenses des administrations publiques**, elles continuent à participer activement au dynamisme de la demande finale, de manière non équivoque mais moins puissante que les dépenses personnelles. C'est dire, en 2003, que ces dépenses publiques contribuent pour 1,2 milliard à la variation de 4,1 milliards du PIB et, en 2004, pour 1,4 milliard à une variation de 5,6 milliards, de sorte qu'elles s'accroissent de 2,6 % en 2003 et de 2,8 % en 2004. Ainsi, après avoir été comprimées de 1993 à 1997 sans discontinuer, les dépenses publiques courantes en biens et en services comptent sept ans de croissance d'affilée, dont seulement trois – 2001, 2003 et 2004 – se distinguent par un taux supérieur à celui du PIB.

A.2 L'investissement total, l'autre moteur de la demande finale

A.2.1 Contribution des entreprises

Comparativement à l'année 2001 nettement négative quant à l'investissement des entreprises, tant en stocks qu'en capital fixe, l'année 2002 amorçait un virage qui, par la suite, s'accroît aussi bien au chapitre de l'investissement en stocks qu'en matière de formation brute de capital fixe. D'abord, pour ce qui est des **stocks**, après avoir satisfait à la demande par une liquidation systématique de leurs inventaires en 2001 et en 2002, particulièrement les stocks non agricoles, les entreprises réinvestissent largement à ce chapitre, comme elles le faisaient d'ailleurs année après année depuis 1993. Ainsi, d'un solde négatif de 419 millions en 2002, **l'investissement total des entreprises en stocks** passe en 2003 à un bilan positif de 736 millions et, en 2004, à 1,4 milliard, constitué notamment de 1,2 milliard de stocks non agricoles.

En outre, à côté de la reconstitution notable des stocks, **l'investissement total en capital fixe** continue de montrer une forte présence en s'élevant, depuis 2002, à des taux de loin supérieurs à ceux du PIB, contrairement à la situation observée en 2000 et en 2001. À cet égard, l'investissement

total en capital fixe bondit de 10,3 % en 2004, après des variations de 6,5 % et de 5,8 % en 2002 et en 2003. De fait, avec le rebond de 17,3 % des bénéficiaires **courants** des sociétés avant impôt en 2004, rebond qui suit un recul de 0,8 % en 2003, les entreprises québécoises investissent pour 40,3 milliards de dollars constants en 2004, soit 84,7 % des investissements totaux en capital fixe ou 1,0 point de pourcentage de plus qu'en 2003. Comparativement aux 36,1 milliards de 2003, il s'agit, en 2004, d'une poussée de 11,6 % générée, à des degrés divers, par toutes les composantes. En effet, les investissements se gonflent de 14,9 % dans les bâtiments résidentiels, de 12,0 % quant aux machines et au matériel et de 3,5 % dans les ouvrages non résidentiels. Ainsi, l'année 2004 se veut une réplique bonifiée de l'année 2003 dont les résultats, en matière d'investissement, tranchent avec la tendance défavorable de l'année 2002 durant laquelle la seule construction résidentielle soutenait tout le reste. Sur le plan de la construction résidentielle proprement dite, dans un marché de l'habitation soulevé par l'essor d'une demande ayant finalement accès à des conditions propices de financement, **le nombre de mises en chantier** au Québec bondit de 16,2 % en 2004, et renoue avec des sommets datant de plus d'une dizaine d'années, en se hissant à 58 448 unités, dont 46 721 unités dans *les centres urbains*.

A.2.2 Les administrations publiques investissent elles aussi

Contrairement à l'investissement total des entreprises dont la dernière baisse remonte à 2001, **l'investissement total en capital fixe des administrations publiques** a subi sa dernière diminution en 2000 et, déjà en 2001, se trouvait sur une lancée (+ 14,6 %), tout comme en 2002 (+ 14,0 %), ce qui compense dans une certaine mesure l'érosion relative des investissements privés observée durant ces deux années. En 2003, cet investissement public continue de monter, quoique plutôt lentement (+ 2,3 %) et, en 2004, il augmente un peu plus le rythme (+ 3,4 %), de sorte que, depuis 2001, il progresse plus vite que le PIB. Au total, en 2004, l'investissement public atteint 7,3 milliards de dollars, dont environ 60 % dépensés pour les structures (logements résidentiels et bâtiments non résidentiels). En outre, en s'accroissant même de 0,3 % à peine en 2004, cet investissement dans les structures affiche une quatrième hausse consécutive qui, cependant, non seulement est la plus faible depuis la publication (base 1997) des Comptes économiques, mais qui atteste aussi une deuxième année de suite de ralentissement de cette catégorie d'investissement, après les taux de croissance de 21,6 % en 2002 et de seulement 4,4 % en 2003.

En détail, l'investissement public dans la construction non résidentielle, la composante la plus importante de l'investissement public total, augmente de 4,5 % en 2003 et de 0,3 % en 2004, tandis que l'autre composante de taille, à savoir les machines et le matériel, se relève en 2004 (+ 10,7 %) de la décroissance subie en 2003 (- 1,2 %), après sept années positives.

B. Le commerce extérieur pèse... un peu fort sur la croissance

Après avoir été négative toute la deuxième moitié des années 1980 et la majeure partie des premières années 1990, la balance commerciale du Québec, positive et ascendante à partir de 1998, avoisine 8,0 milliards de dollars en 2001, soit le montant le plus élevé en 20 ans environ. Depuis, quoique encore excédentaire, le solde s'amenuise rapidement en raison de la variation fortement asymétrique des exportations et des importations, de sorte qu'en 2003, il se situe à 741 millions, soit à peine le dixième du solde de 2002. **En 2004**, ce solde est nettement dégradé et s'établit à -3,3 milliards, d'où un écart défavorable de plus de 11 milliards par rapport à son niveau d'il y a deux ans. **Fait particulier**, même en remontant jusqu'à 1981, l'année 2004 se révèle la seule durant laquelle le bilan déficitaire des échanges extérieurs, pour tant pas le plus élevé au cours de cette période de près de 25 ans, est à la fois international et interprovincial. Ainsi, d'un côté, le solde interprovincial - qui compte 15 années négatives dont les 5 dernières consécutives - est estimé à -1,7 milliard en **2004** et, de l'autre côté, en indiquant -1,9 milliard en **2004** après avoir enregistré 2,9 milliards en 2003, le solde international (qui, plus souvent qu'à son tour, oriente la balance commerciale du Québec) en est à neuf années déficitaires, la huitième datant de 1997.

Dans les faits, évaluées à 133,3 milliards en 2004, les exportations totales de biens et de services se relèvent (+2,3 %) de trois reculs de suite, portées surtout par les exportations internationales qui reprennent (+2,5 %), après trois années creuses et, ensuite, par les exportations interprovinciales qui connaissent une deuxième hausse consécutive (+2,0 %), quoique moindre que celle de 3,7 % en 2003. Considérées sous l'angle du contenu exporté, les exportations totales de biens et de services suivent exactement l'évolution des exportations de biens dont le redressement, également en 2004 (+2,4 % contre -1,3 % en 2003), se trouve renforcé par la dix-huitième augmentation d'affilée des exportations de services (+2,0 %), quatre fois plus rapide que celle de 2003. Dans la branche internationale, les exportations de biens, dont la valeur domine toutes les autres, remontent de 2,8 %, après avoir décliné de 3,3 % en 2003, tandis que les exportations de services bougent à peine, tout de même vers le haut (+0,3 %), après avoir fléchi de 3,0 % en 2003. Par contre, dans la branche interprovinciale et malgré un certain ralentissement, les exportations de biens montent une deuxième fois de suite (+1,4 % contre +3,4 % en 2003) et les exportations de services, une huitième fois d'affilée (+3,7 % contre +4,3 % en 2003).

Pour ce qui est de l'autre volet des échanges extérieurs commerciaux du Québec, c'est-à-dire les importations de biens et de services, après une année 2001 négative coïncidant avec une demande interne plutôt terne et après un redressement timide en 2002, elles accélèrent en 2003 (+3,9 %) et en **2004** (+5,4 %). Cette forte variation, en cette année **2004** durant laquelle elles atteignent 136,6 milliards, s'explique principalement par celle des importations internationales dont

la poussée de 8,5 %, suivant la reprise de 3,3 % en 2003 et la contraction de 0,2 % en 2002, compense largement la faible progression des importations interprovinciales, la douzième consécutive certes, mais environ sept fois moindre que celle de 2003 (+4,8 %).

Concernant les mouvements proprement dits du contenu importé, les importations totales de biens - de loin la composante dominante - enregistrent un autre bond de 6,2 %, après celui de 3,8 % en 2003 et le modeste relèvement de 0,3 % en 2002, tandis que les importations totales de services, après leur redémarrage de 1,5 % en 2002, s'élèvent de 4,4 % en 2003, mais de 2,8 % en **2004**. De fait, les importations interprovinciales de biens au Québec, depuis leur repli en 2001 et en 2002, rebondissent de 3,1 % en 2003 et de 8,8 % en **2004**, tandis que les importations internationales de services commencent à remonter depuis 2002, et de même en 2003 (+5,0 %) et en **2004** (+5,5 %). Par contre, à l'échelle internationale, les importations de biens - qui n'ont pas fléchi depuis 1998 - n'augmentent que de 0,6 %, soit près de neuf fois moins qu'en 2003 et les importations de services - dont la dernière réduction date de 1995 - haussent de 1,0 % en **2004**.

II. LA PRODUCTION QUÉBÉCOISE SELON LES BRANCHES D'ACTIVITÉ

Analysée à partir des résultats du **PIB réel aux prix de base par industrie**, la production économique du Québec en **2004** se trouve stimulée prioritairement par les industries productrices de services (+2,4 %, mais +2,7 % en 2003) et, ensuite, par les industries productrices de biens qui, tout de même, connaissent une certaine accélération en 2004 en s'accroissant (+1,8 %) trois fois plus vite qu'en 2003. Pourtant, la production industrielle en **2004**, qui représente 76,8 % de l'activité de ces industries de biens, ne reprend qu'à peine (+0,2 %), après le repli sensible de 0,9 % en 2003 qui a suivi l'embellie de 2002 (+1,3 %). À la vérité, ce léger redressement de la production industrielle n'est dû qu'au secteur manufacturier dont la reprise, pourtant bien modeste (+0,4 % contre -1,2 % en 2003), surclasse le premier recul en deux ans à la fois des services publics (-0,9 % contre +0,5 % en 2003) et des activités agrégées d'extraction minière, pétrolière et gazière (-2,0 % contre +0,3 % en 2003). À propos d'extraction minière, les activités d'extraction des minerais métalliques - les seules d'ailleurs de cet agrégat qui comptent réellement - en sont à leur quatrième réduction de suite (dont -6,8 % en 2004 et -1,5 % en 2003), contrairement à celles des minerais non métalliques qui affichent trois années favorables (particulièrement +8,8 % et +0,2 % en 2004 et en 2003), tandis que les activités de soutien à toute cette extraction se contractent en 2004 (-3,1 %), pour la première fois en quatre ans. Quant aux autres groupes d'industries productrices de biens, celui de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse enregistre une deuxième

année positive consécutive (+ 4,3 % en 2004 et + 5,5 % en 2003) et celui de la construction, une cinquième année consécutive (dont + 8,9 % et + 6,8 % en 2004 et en 2003).

Pour ce qui est des industries de services, leur activité en **2004**, équivalente aux deux tiers environ de la production totale québécoise, s'accroît sous l'impulsion certes variable de tous les composants, tandis qu'en 2003, deux groupes accusent un repli. Ainsi, en **2004**, le groupe des finances, des assurances et autres, en tête de liste par son importance, progresse de 3,1 %, suivi des groupes des soins de santé et d'assistance sociale (+ 1,6 %), du commerce de détail (+ 3,9 %), des administrations publiques (+ 1,2 %), du commerce de gros (+ 5,6 %), ainsi que des services d'enseignement (+ 0,4 %). Viennent ensuite les groupes des industries de l'information et de la culture (+ 1,2 %), des services professionnels, scientifiques et techniques (+ 2,5 %), des services autres que les administrations publiques (+ 1,2 %), des services administratifs, de soutien et autres (+ 1,2 %), de même que des arts, des spectacles et des loisirs (+ 1,3 %). Enfin, pour ce qui est des deux groupes suivants d'industries de services, l'année **2004** marque une reprise par rapport à 2003; en effet, le groupe du transport et de l'entreposage a reculé de 0,4 %, avant de rebondir de 2,7 % en **2004**, de même que le groupe de l'hébergement et des services de restauration remonte de 2,1 %, après avoir stagné en 2003.

III. LA PRODUCTION QUÉBÉCOISE À PARTIR DES RÉGIONS ADMINISTRATIVES

Jusqu'ici, on constate que, depuis plus de 10 ans, précisément depuis 1992, le Québec n'enregistre que des hausses de production, certaines de loin plus fortes que d'autres et les plus élevées se situant au-dessus de 4 %. Mais, qu'en est-il de cette croissance sur le plan régional? Plus exactement, comment évolue la production économique des 17 régions administratives et dans quelle mesure se distinguent-elles les unes des autres à ce chapitre? Tout d'abord, deux éléments bien précis des statistiques de base de cette esquisse régionale méritent d'être soulignés. Premièrement, les données sur la production régionale, utilisées dans ce texte, sont des estimations de PIB par industrie et, à ce stade de leur expérimentation, elles ne couvrent que les années 1997 à 2000, en attendant la publication prochaine des autres années. Deuxièmement, ces estimations sont exprimées, non pas en dollars constants, mais en *dollars courants*.

Cela étant dit, il n'est pas superflu de rappeler que les prix de l'ensemble de l'économie du Québec, mesurés par l'indice implicite des prix du PIB, montent de 4,4 % globalement de 1997 à 2000, comparativement à 19,5 % pour ce qui est du PIB québécois en valeur. De fait, la croissance des prix va s'accroissant, en passant de 0,9 % en 1998 à 1,2 % en 1999 et à 2,3 % en 2000, tandis que celle de la production québécoise, après l'augmentation de 4,1 % en 1998 et le bond de

7,4 % en 1999, retourne à 6,9 % en 2000. Les variations sont encore plus marquées à l'échelle des régions administratives, l'évolution de leur production différant sensiblement, non seulement d'une année à l'autre, mais aussi d'une région à l'autre. À preuve, déjà sur les trois années observées, seule l'année 1998 enregistre à la fois des gains et des pertes de production régionale, de sorte qu'un écart de quelque 12 points de pourcentage, le plus élevé durant les trois années, sépare les deux régions limites, à savoir le Saguenay-Lac-Saint-Jean (+ 6,4 %) et le Nord-du-Québec (- 5,5 %) qui, de surcroît, sont également des régions ressources, selon la définition du document intitulé *Stratégie de diversification des régions ressources*. D'ailleurs, toujours en 1998, outre qu'il est en tête de liste, le Saguenay-Lac-Saint-Jean se distingue aussi comme la seule région ressource parmi les quatre régions administratives qui affichent une croissance équivalente ou supérieure à celle de la production québécoise (+ 4,1 %), les trois autres régions, toutes classées régions centrales, étant Montréal (+ 5,6 %), les Laurentides (+ 4,4 %) et Laval (+ 4,0 %). En gros, sur les 17 régions, 14 produisent plus en 1998 qu'en 1997, notamment toutes les régions centrales, tandis que les 3 seuls reculs de l'année ne concernent que les régions ressources de la Côte-Nord (- 0,8 %), de l'Abitibi-Témiscamingue (- 1,9 %) et du Nord-du-Québec (- 5,5 %). Par contre, en 1999, toutes les régions connaissent une hausse de production, y compris les trois dernières du classement de 1998 qui, malgré leur redressement, restent encore au bas de la liste. Tout de même, leur reprise apparaît d'autant plus prononcée en cette année 1999 que l'écart entre la 1^{re} place (Laurentides, + 10,4 %) et la 17^e (Nord-du-Québec, + 1,9 %) se révèle le moins grand au cours des trois années, dans le sillage de l'écart le plus faible entre cette 17^e position et la moyenne québécoise. Autre fait notable en 1999, deux fois plus de régions qu'en 1998 se trouvent au-dessus de la moyenne québécoise ou à égalité (+ 7,4 %), dont deux régions ressources, le Bas-Saint-Laurent (+ 8,2 %) et le Saguenay-Lac-Saint-Jean (+ 7,5 %) qui, dominante en 1998, descend alors au 7^e rang, devançant encore la région de Montréal, 2^e en 1998 (+ 5,6 %), mais 8^e en 1999 (+ 7,4 %).

Quant à l'année 2000, légèrement moins performante, elle se démarque surtout de 1999 par l'évolution particulière de la production de quelques régions ressources. Par exemple, sans parler de contraction, la production de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine fait en quelque sorte du surplace, tandis que celle du Nord-du-Québec, dernière, et en 1998 et en 1999, par son taux négatif et sa timide remontée, bondit de 11,0 % et en première position, surclassant la moyenne québécoise (+ 6,9 %) avec sept autres régions, entre autres les régions ressources de la Côte-Nord (+ 8,0 %), propulsée au 3^e rang, et de la Mauricie (+ 7,9 %), au 4^e rang. Enfin, au-delà des quelques régions qui s'accroissent au même rythme qu'en 1999, on constate que, du côté des régions centrales, l'Outaouais émerge à la 6^e place et Montréal, à la 5^e, tandis que la région des Laurentides glisse au 2^e rang.

En somme, que ce soit en 1998, en 1999 ou en 2000, sont toujours demeurées en dessous de la moyenne québécoise deux régions centrales, la Capitale-Nationale et Lanaudière,

et deux régions ressources, l'Abitibi-Témiscamingue et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, tandis que une seule région, les Laurentides, s'est toujours placée au-dessus. Quant au Saguenay-Lac-Saint-Jean, il reste la seule région ressource à se situer, comme la région centrale de l'Estrie, deux fois de suite au-dessus de la croissance annuelle québécoise.

...du PIB total au PIB par habitant

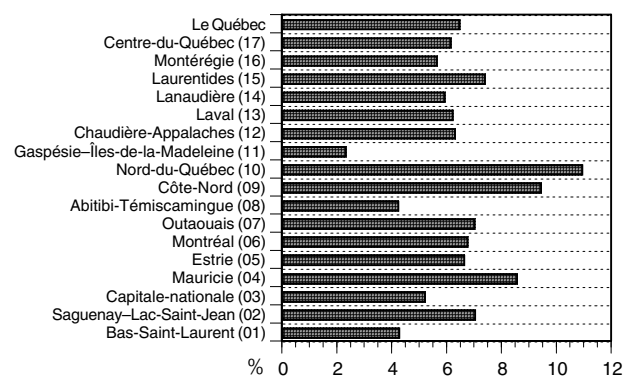
En examinant le rang occupé par chaque région administrative *sur la base de la valeur totale de sa production*, on remarque qu'il s'agit, pour ainsi dire, du même rang défini par la taille démographique, exception faite de Lanaudière, 6^e par sa population mais 10^e par son PIB, tandis qu'une autre région centrale, l'Estrie, 10^e par sa population, se classe 7^e par son PIB, tout comme la région ressource du Saguenay-Lac-Saint-Jean se trouve respectivement en 9^e et en 6^e position. Par contre, **sur la base du PIB par habitant**, l'ordre de l'importance régionale se modifie visiblement, indifféremment de l'année observée. Prenons par exemple les deux listes de PIB total et de PIB par habitant relatives à l'année 2000 (l'année la plus récente pour laquelle ces deux indicateurs régionaux sont publiés). Seulement cinq régions se maintiennent à la même position, dont deux régions centrales et une région ressource tout en haut des deux listes de classement. Ainsi, Montréal reste première avec un PIB par habitant qui multiplie par 1,5 celui du Québec, le Saguenay-Lac-Saint-Jean demeure 6^e avec une production moyenne représentant 93,9 % de celle du Québec et l'Estrie, 7^e avec un ratio de 90,0 %.

De fait, *du PIB total au PIB par habitant*, toujours en 2000, on ne compte aucune baisse de rang du côté des régions ressources qui, pour certaines, ne bougent pas, à l'instar du Saguenay-Lac-Saint-Jean au 6^e rang, le Bas-Saint-Laurent au 13^e et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine au 16^e, tandis que toutes les autres régions ressources améliorent nettement leur marque, en se hissant au haut du palmarès des PIB par habitant. Ainsi, la Côte-Nord, 15^e par son PIB, arrive 2^e avec une production par habitant qui multiplie par 1,18 celle du Québec, puis le Nord-du-Québec, 17^e par son PIB, mais 3^e avec un ratio de 1,14, et ainsi de suite pour l'Abitibi-Témiscamingue et la Mauricie, quoique dans une moindre mesure. Par contre, l'Outaouais tombe de six places, au 15^e rang avec un ratio de 0,71, ainsi que la Chaudière-Appalaches, de quatre places au 9^e rang avec un ratio de 0,85, et les régions centrales voisines de Montréal, si dominantes par leur PIB total, glissent toutes de plusieurs rangs au bas du classement de la production par habitant.

Pour ce qui est **des taux de variation** de ces productions par habitant, à quelques rares exceptions près, ils suivent la même trajectoire que ceux des productions totales, mais avec des différences de points de pourcentage quant à l'ampleur de la variation. De même, sur les deux listes de classement, huit régions dépassent la moyenne québécoise, mais pas nécessairement les mêmes. À titre d'exemple, en prenant encore une fois l'année 2000 comme référence, la région ressource du Saguenay-Lac-Saint-Jean affiche une progression supérieure à celle du Québec, mais seulement quant au PIB par

habitant, et il en va de même pour Laval, mais seulement quant au PIB total. Outre ces régions, on remarque particulièrement les régions ressources de la Côte-Nord, du Nord-du-Québec et de la Mauricie avant les régions centrales des Laurentides, de l'Outaouais, de Montréal et de l'Estrie. Par ailleurs, en ce qui regarde l'ordre de classement, même s'il existe des écarts de points entre le taux de croissance de la production totale d'une région et celui de sa production par habitant, on constate que la majorité des régions continuent d'occuper le même rang dans les deux listes, surtout au bas du classement, tandis que les changements de rang se font plutôt dans le haut de ces listes, mais sans trop de changements marqués, sauf pour ce qui est du Saguenay-Lac-Saint-Jean qui, en l'an 2000 par exemple, gagne six places d'un coup, du côté des accroissements des productions par habitant, au regard de la 12^e place sur la liste des taux de variation des productions totales. Enfin, dernière caractéristique des PIB par habitant, elle concerne l'écart entre les taux de variation extrêmes qui, quelle que soit l'année considérée, se révèle moindre que du côté des PIB totaux, tout en suivant la même trajectoire.

Figure 2
PIB par habitant : variation 2000/1999



Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada.

...du PIB par habitant au PIB par emploi

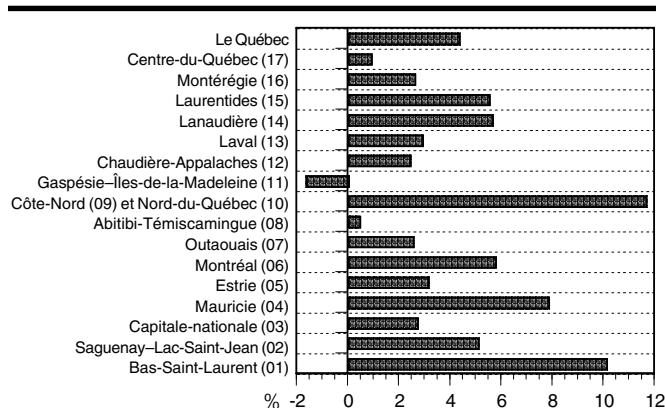
La prise en compte de la dimension démographique ayant permis de mieux départager les régions, un autre classement des régions apparaît encore un peu plus équilibré lorsque les PIB sont relativisés, non plus en fonction de toute la population régionale, mais en fonction de **la population régionale occupée**. Il ne s'agit pas de productivité, mais de contribution de la population occupée à la production.

Ainsi, quelle que soit l'année étudiée, cinq régions, dont trois régions ressources, affichent un **PIB par emploi** supérieur à celui du Québec. Il s'agit, en fait, des mêmes quatre régions dominantes quant au PIB par habitant, auxquelles s'ajoute la région ressource du Saguenay-Lac-Saint-Jean qui, en l'occurrence, suit Montréal, la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et la Capitale-Nationale. À vrai dire, en passant du PIB total d'une région à son *PIB par habitant*, puis à son **PIB par emploi**, le positionnement régional change à vue d'œil et uniquement en faveur des régions ressources, dont aucune

ne perd de rang, contrairement aux régions centrales qui, d'une année à l'autre, se font nettement déclasser. En 2000, par exemple, même si Montréal, région centrale, reste première quant aux deux ratios, suivie de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec, encore aux 2^e et 3^e places, la Mauricie gagne trois places au 7^e rang du PIB par emploi, le Bas-Saint-Laurent, quatre places au 9^e rang et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, cinq places au 11^e rang, tandis que les régions centrales de la Montérégie, des Laurentides, de Laval et de Lanaudière descendent en queue de peloton.

Par contre, pour ce qui est de **la variation** de ces PIB par emploi, le portrait régional apparaît tout autre que celui des PIB par habitant, même si, dans l'ensemble du Québec, ils évoluent de façon semblable. L'évolution régionale de ces deux ratios diverge d'autant plus que les écarts entre les taux annuels de variation régionale de la production, de la population et de l'emploi se révèlent fort prononcés, non seulement dans une même région mais aussi d'une région à l'autre. Durant la période 1997-2000, parmi les 17 régions, à peine 6, dont une seule région ressource, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, ne subissent aucune réduction annuelle quelconque de leur PIB par emploi, à la grande différence du PIB par habitant qui s'accroît dans toutes les régions, sauf dans deux régions en 1997. En outre, même parmi ces six régions qui enregistrent trois années positives d'affilée du PIB par emploi, aucune n'affiche trois taux consécutifs supérieurs à celui du Québec, même pas le Saguenay-Lac-Saint-Jean qui, pourtant, se distingue par trois années de croissance du PIB par habitant au-dessus de celle du Québec. Par contre, toujours parmi ces six régions caractéristiques, l'Estrie reste la seule à enregistrer les trois hausses du PIB par emploi en dessous de la moyenne québécoise, exactement comme les trois taux de progression du PIB par habitant de Laval, de la Capitale-Nationale et de Lanaudière. Au demeurant, le PIB par emploi progresse bien plus lentement que le PIB par habitant, mais avec quelques exceptions évidentes et plusieurs variations fort asymétriques, d'où la plus grande amplitude des écarts entre la 1^{re} et la 17^e place régionale du PIB par emploi, comparée à celle qu'on observe quant au PIB par habitant.

Figure 3
PIB par emploi : variation 2000/1999

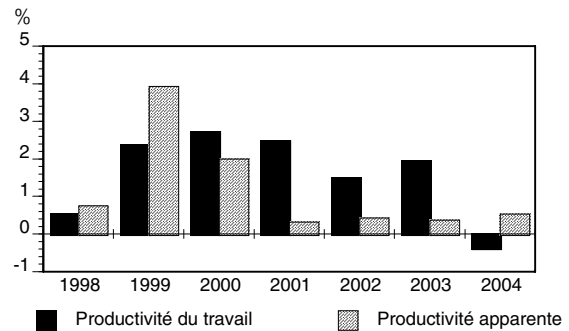


Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada.

...Production, travail et productivité

En attendant la production, à l'échelle régionale, des variables pertinentes à la productivité, on constate que, **dans l'ensemble du Québec**, durant la période 1997-2004, la productivité du travail (PIB réel par heure travaillée) s'accroît, en moyenne, plus vite que la productivité apparente (PIB réel par emploi), soit + 1,6 % comparativement à + 1,2 %, encore que, d'une année à l'autre, la tendance se profile moins nettement. Ainsi, en 2004, contrairement à la productivité apparente, la productivité du travail recule (- 0,4 %), tandis qu'en 2003, elle montait au-delà de cinq fois plus rapidement que la productivité apparente et même plus de sept fois en 2001. Pour sa part, en 2004 comme durant les autres années, la productivité apparente n'enregistre que des accroissements et, en 1998 comme en 1999 particulièrement, ils sont supérieurs à ceux de la productivité du travail.

Figure 4
Productivité du travail et productivité apparente, Québec : variations



Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada.

IV. QUELQUES AUTRES INDICATEURS D'IMPORTANCE

Sur le marché du travail, l'année **2004** se distingue en enregistrant, d'une part, la première chute du chômage à la fois chez les hommes (- 12 700) depuis l'an 2000 et chez les femmes (- 11 600) depuis 2002, tandis que, d'autre part, la population active continue de monter et que toute la création nette d'emplois (+ 60 800) résulte de la seule contribution du secteur des industries productrices de services qui, bon an mal an, représentent environ 75 % des emplois totaux au Québec. Par ailleurs, malgré les contre-performances du secteur des industries productrices de biens (- 5 700 emplois), l'industrie de la construction crée 1 900 emplois et celle des services publics, 1 100 emplois. Par suite, situé au plus bas dans l'ensemble du Québec (8,5 %) depuis l'an 2000, le taux de chômage se trouve à un plancher historique chez les femmes (7,8 %).

En **heures travaillées**, la moyenne hebdomadaire, même en glissant de 32,2 en 2003 à 32,1 en 2004, s'accroît de 1,3 % ou d'environ 1,5 heure de plus qu'en 1991, tandis que **la rémunération hebdomadaire moyenne**, en hausse de 1,9 % par rapport à 2003, progresse globalement de plus de 20 % en regard de 1991. De fait, selon les données nominales des Comptes économiques, avec un gain de 3,6 % en **2004, le revenu lié au travail** – c'est-à-dire la somme de la rémunération des salariés, du revenu net des exploitants agricoles ainsi que des entreprises individuelles, loyers compris – augmente de quelque 60 % globalement ou de 3,7 % en moyenne depuis 1991, tandis que **le revenu personnel**, en hausse de 4,2 % en 2004, monte de 53,5 % globalement ou de 3,4 % en moyenne et que le revenu personnel disponible, en augmentant de 3,8 % en 2004, s'apprécie de 50,4 % ou de 3,2 % annuellement. Plus précisément, **en termes réels, le revenu personnel disponible** – qui en est à sa treizième année de croissance ininterrompue (+ 2,5 % en 2004) – s'élève d'environ 27 % ou de 1,9 % en moyenne depuis 1991, comparativement à quelque 44 % ou à 2,9 % annuellement pour ce qui est **des dépenses personnelles de consommation** ou encore en comparaison de 42 % environ ou de 2,7 % quant à **la production économique totale** du Québec.

Enfin, en ce qui a trait **aux échanges commerciaux externes, les exportations québécoises** de marchandises **vers les États-Unis**, c'est-à-dire un peu plus de 80 % des exportations internationales québécoises de biens (**en dollars courants**), se remettent de trois années de contraction d'affilée, en s'accroissant de 4,9 % en **2004**, toutefois le plus faible taux de croissance depuis 1996, de même que **les exportations vers l'Union européenne**, à savoir un peu moins de 10 % du total international québécois, reprennent, elles aussi (+ 6,5 %), après deux années négatives. **Quant aux marchandises**, même en enregistrant quelques changements annuels de rang, les principales exportations restent les avions entiers avec moteurs, l'aluminium et ses alliages, le matériel de télécommunication, le papier journal, ainsi que les automobiles et les châssis.

CONCLUSION

Somme toute, au Québec, sur le plan économique, l'année **2004**, plus dynamique que l'année 2003 à plusieurs égards, l'est davantage en ce qui concerne le chômage et la demande finale, particulièrement au chapitre de l'investissement total en capital fixe qui bondit de plus de 10 % à la suite de la poussée des investissements des entreprises, tant en construction résidentielle qu'en machines et en matériel.

Du même souffle, **l'année 2005** se présente sous de bons augures, mais dans un environnement ponctué d'incertitudes entretenues par les multiples questionnements des conjoncturistes quant à l'évolution des taux d'intérêt, des prix de l'énergie, de la devise canadienne et des mouvements de rationalisation des entreprises. En attendant, commence tout de même à poindre une réponse plutôt positive du côté de la demande intérieure finale qui, dans l'ensemble, arrive à se maintenir jusqu'ici dans la moyenne des augmentations annuelles des années 2000, malgré une baisse de régime de variables d'importance telles que l'investissement des entreprises en général, et en construction résidentielle en particulier.

Le même pronostic favorable s'applique à la création d'emplois qui, cependant, paraît vouloir reposer encore essentiellement sur les emplois à temps plein, compte tenu de la léthargie de la catégorie des emplois à temps partiel. Parallèlement, les nouvelles arrivées sur le marché du travail se feront modérément, renforçant ainsi la probabilité d'une autre baisse du nombre de chômeurs à la fois chez les hommes et chez les femmes, d'où la possibilité de plus en plus réelle **d'une année 2005** se terminant avec un taux de chômage qui rappelle les bas niveaux des années 1970.

Par ailleurs, même dans l'éventualité de moins en moins lointaine d'un certain durcissement de la politique monétaire, la consommation des ménages semble en mesure de poursuivre sur sa lancée, et le secteur de l'habitation aussi, quoique à un rythme moindre, mais générant un nombre de mises en chantier qui dépassera, comme en 2004, celui de 2003.

Par contre, autant l'horizon inspire confiance quant à la demande intérieure, autant il apparaît diffus quant au commerce extérieur, secteur plutôt sensible à l'incidence de paramètres eux-mêmes incertains dans leur évolution en **2005**, comme le taux de change, la demande états-unienne, etc. À la vérité, en ce début d'année **2005**, la ponction du commerce extérieur sur le taux de croissance économique du Québec, déjà évidente en 2004, ne paraît pas faiblir tendanciellement, mais un effet positif sur le solde extérieur pourrait survenir, résultat d'un ralentissement probable des importations internationales (notamment de biens d'équipement) conjugué à une amplification de la progression des exportations internationales, lesquelles représentent, en passant, quelque 40 % du PIB du Québec.

Figure 5
PIB régions administratives, Québec : variation 2000/1999

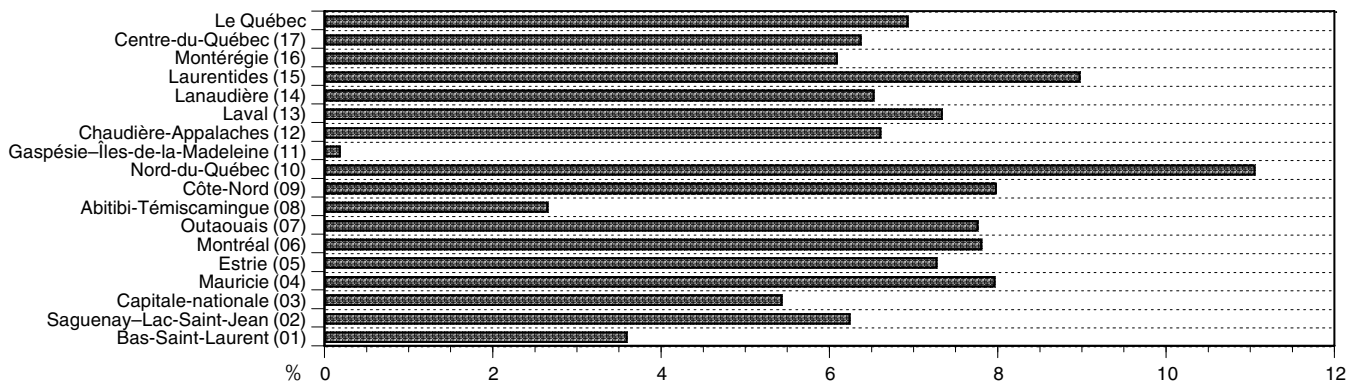


Figure 6
PIB par habitant, régions administratives, Québec, 2000

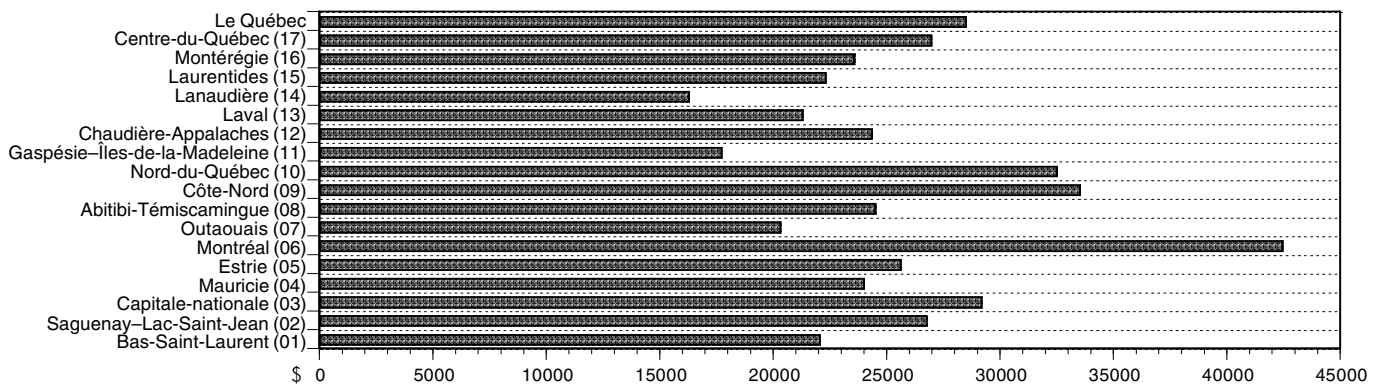
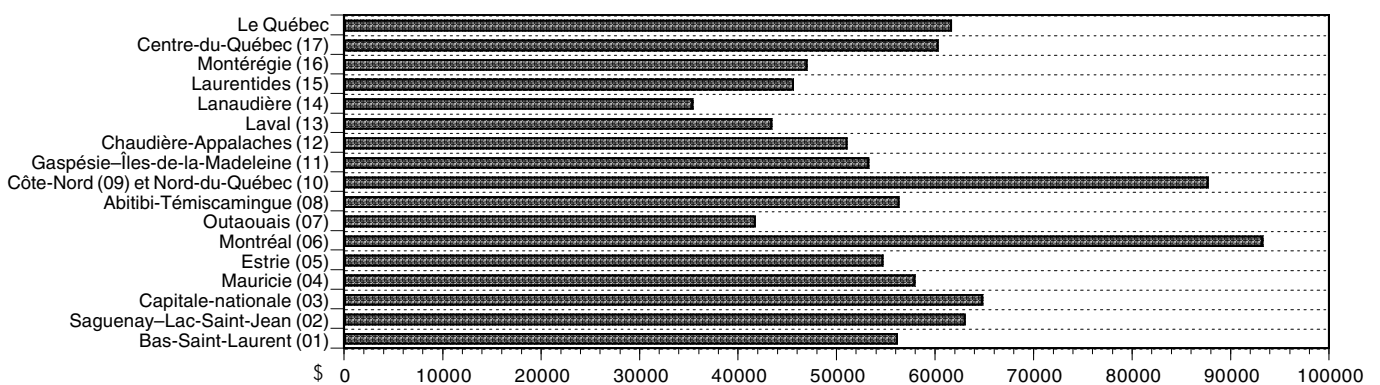
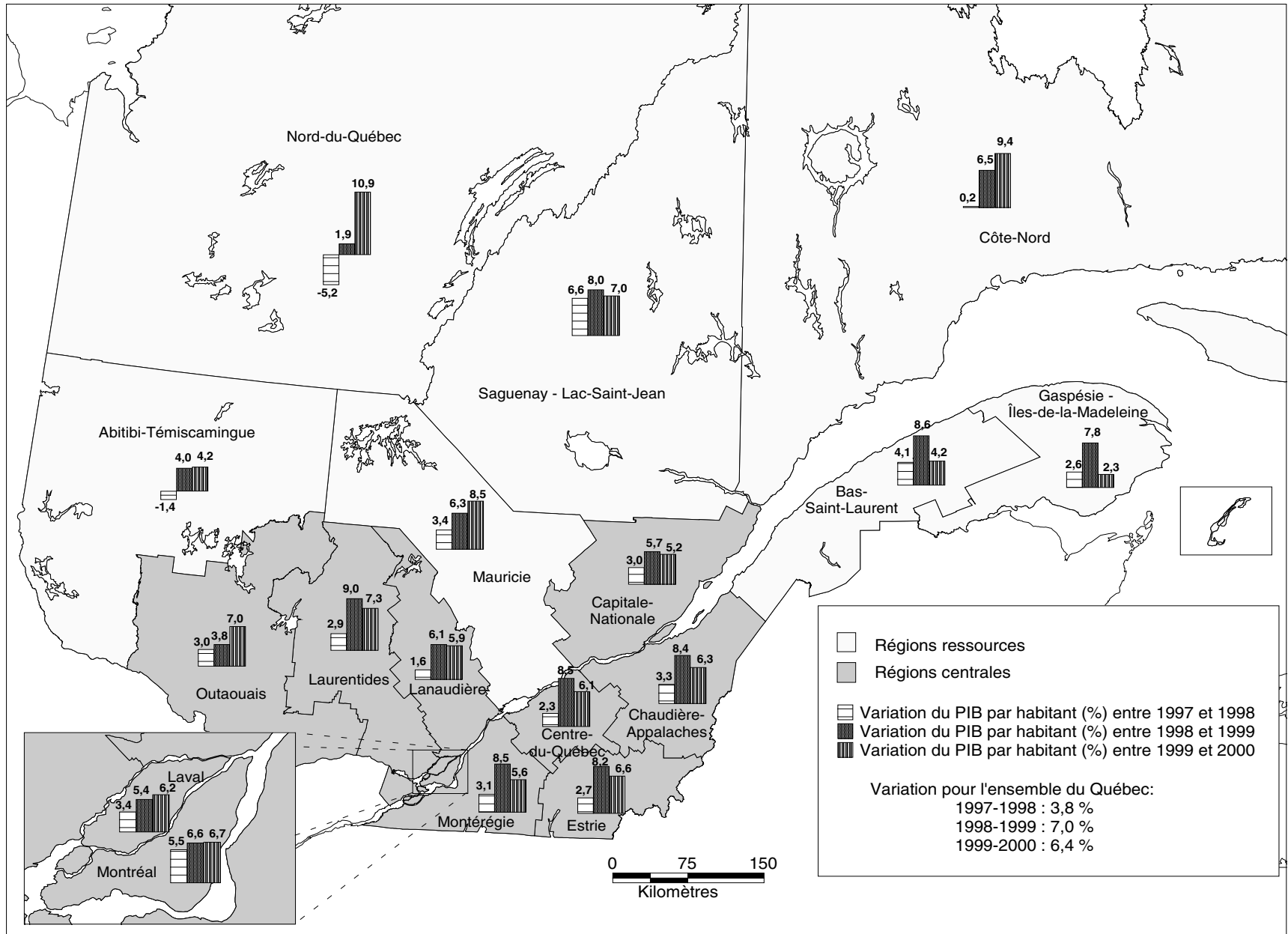


Figure 7
PIB par emploi, régions administratives, Québec, 2000



Sources : Institut de la statistique du Québec.
 Statistique Canada.

PIB par habitant, régions administratives, Québec, 1997-2000 : variations annuelles



Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada; ministère des Ressources naturelles et de la Faune.
 Réalisation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.